

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Cover page

PROJET PLAN D'ACTION RÉGIONAL POUR LE PACIFIQUE

DÉCHETS MARINS

2018 – 2025

ADD LOGOS – SPREP + UNEP

Add the Cleaner Pacific 2025 document cover picture - non-distracting and positive background + mirror its broad cover page format and layout – so clearly within the same broader Cleaner Pacific 2025 initiative [but only SPREP and UNEP logos]

Indeed to save time and to demonstrate it is within the Cleaner Pacific 2025 broad suite of activities use the style sheet / graphic look and feel etc of the Cleaner Pacific 2025 document.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Foreword page – Kosi to write / approve / sign later – leave blank for now

Avant-propos

signed

Kosi Latu

Directeur général

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Remerciements

Ce projet *Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique* a été préparé par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement pour encourager les discussions et interactions visant au développement d'un Plan d'action final approuvé par tous les pays et territoires des îles du Pacifique.

L'équipe du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement comprend :

- Vicki Hall, Directeur, gestion des déchets et lutte contre la pollution
- Anthony Talouli, conseiller en pollution
- Mahmoud Riad, expert JICA
- Frank Griffin, conseiller en gestion des déchets dangereux
- Colin Creighton, AM & ADM, conseiller bénévole [colincreightonaustralia@gmail.com]

Ana Markic, Université d'Auckland, a fourni une quantification détaillée des problèmes auxquels est confronté le Pacifique ce qui a permis de définir les besoins et les thèmes principaux du projet de Plan d'action.

Données de catalogage avant publication bibliothèque du PROE

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Contents page

TOC \o "1-3" Remerciements	3
Données de catalogage avant publication bibliothèque du PROE	3
Résumé analytique	5
Section 1 – Le Contexte	7
Le problème mondial	7
Le Pacifique – un lieu spécial	8
Section 2 - Gestion des déchets – Vision des pays et territoires des îles du Pacifique	10
Gestion des déchets terrestres - travailler à l'économie circulaire	10
Gestion des déchets marins	12
Sources de risque élevé	12
Section 3 - Plan d'action	14
3.1 Constitution d'un cadre politique et réglementaire	14
3.2 Déchets produits par les navires de pêche	16
3.3 Déchets produits par les navires de transport	16
3.4 Déchets produits par les navires de croisière	16
3.5 Déchets transfrontières	16
3.6 Récipients d'aliments à emporter et de boissons	16
3.7 Plastiques et autres déchets généraux	17
3.8 Sensibilisation et actions	17
3.9 Déchets d'entreprises touristiques	18
3.10 Déchets issus de catastrophes	18
3.11 Récupération de détritiques véhiculés par l'eau	18
3.12 Nettoyage des côtes	19
3.13 Précisions sur la mise en œuvre	19
Plan d'action relatif aux déchets marins de la région du Pacifique - Activités de mise en œuvre	20
Section 4 - Allocation des ressources et suivi des progrès	28
Mise en œuvre du financement du Plan d'action	28
Suivi des progrès	29
Évaluation et révision de ce Plan d'action	31
Conclusions	31
Lectures complémentaires	32
Annexe 1 –projet de législation modèle des îles du Pacifique pour le plastique [sur la base de la Loi d'interdiction des produit en plastique et en polystyrène des îles Marshall, 2016]	33
Annexe 2 - projet de législation modèle des îles du Pacifique pour les récipients de nourriture à emporter y compris l'adoption générale de dispositifs pour le dépôt des conteneurs	34
Annexe 3 – 2017 – 04 <i>Mesure de conservation et de gestion de la pollution marine</i> -(en vigueur à partir du 1 ^{er} Jan 2019).	35
Annexe 4 – projet de protocoles complémentaires de conditionnalité pour l'accès des bateaux de croisière sur la base de l'accord de la Convention de MARPOL	38
Annexe 5 – projet de protocoles de conditionnalité pour les entreprises touristiques	39
Annexe 6 - Programme de prévention de la pollution dans l'océan Pacifique (PAPCOL) - Stratégie PAPCOL 2015-2020 Objectifs :	40

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Résumé analytique

Ce Plan d'action définit le contexte politique et les actions clés afin de réduire les déchets marins dans les pays et territoires des îles du Pacifique. L'objectif de ce Plan d'action est de se concentrer volontairement sur les pays et territoires des îles du Pacifique. Il n'inclut pas de mécanismes destinés à provoquer des changements au-delà des capacités régionales. La nature transfrontalière des déchets marins met en exergue le fait que « les déchets sont le problème de tous et la responsabilité de tous ».

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, couvrant presque un tiers de la surface de la Terre. Environ 30 000 îles de différentes formes et tailles reposent sur cette vaste étendue. Pendant des milliers d'années, les habitants de la région océanienne ont compté sur de riches ressources naturelles pour leur survie. L'environnement marin les a alimenté et ils en dépendaient pour leur nourriture, transport, pratiques traditionnelles et débouchés économiques.

Les déchets et la pollution générés par notre mode de vie de plus en plus basé sur la consommation met en danger la santé de nos océans et la santé des habitants du Pacifique qui dépendent de cette ressource vitale. Les pays et territoires des îles du Pacifique déploient des efforts pour trouver un équilibre entre les besoins et les aspirations économiques de leur population croissante et le maintien des océans en bonne santé.

La nature envahissante du plastique et d'autres matières fait que chaque plage de ces 30 000 îles est jonchée des ordures rejetées par l'homme.. L'impact des ordures s'étend au-delà en affectant de façon pernicieuse la santé des habitants du Pacifique, l'océan et les estuaires, la pêche et les récifs coralliens, les crustacés, les oiseaux marins et la biodiversité marine d'une manière générale.

Le projet de plan a été coordonné par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement [PROE] sur la base de la stratégie « *Pacifique plus propre 2025* et a été élaboré en consultation avec tous les membres insulaires :

- | | |
|---|-----------------------------|
| ▪ Samoa américaines | ▪ Nouvelle-Calédonie |
| ▪ Commonwealth des Îles Mariannes du Nord | ▪ Nioué |
| ▪ Îles Cook | ▪ Palaos |
| ▪ États Fédérés de Micronésie | ▪ Papouasie-Nouvelle Guinée |
| ▪ Fidji | ▪ Samoa |
| ▪ Polynésie française | ▪ Îles Salomon |
| ▪ Guam | ▪ Tokelau |
| ▪ Kiribati | ▪ Tonga |
| ▪ République des îles Marshall | ▪ Tuvalu |
| ▪ Nauru | ▪ Vanuatu |
| | ▪ Wallis et Futuna |

Le projet de Plan est divisé en 4 sections.

La section 1 fournit le contexte de la gestion des déchets général, dans les pays et territoires des îles du Pacifique et mondial.

La section 2 donne des détails sur la gestion des déchets marins, la nature du problème et le rôle d'une politique globale de soutien et d'un cadre réglementaire.

La section 3 rassemble les déchets marins par sources principales et pour chaque source établit une liste des actions clés à entreprendre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan sur 10 ans.

La section 4 indique les mécanismes de mise en œuvre de ce plan et de suivi des progrès.

Les annexes citent les documents de référence réglementaires, des protocoles et des accords multi-latéraux.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Afin de traiter le problème des déchets marins, ce Plan d'action propose une série d'outils en vue de son adoption et de sa mise en œuvre. Cela inclut :

- Deux législations types pour le plastique et la nourriture à emporter
- Les mesures de gestion et de conservations pour les navires de pêche 2017-04 qui entrera en vigueur en 2019.
- Deux protocoles concernant la conditionnalité pour renforcer les modalités officielles de la Convention de MARPOL pour les bateaux de croisières et autres.
- Un code de conditionnalité pour les complexes touristiques afin d'encourager la présence d'une composante plus forte de gestion des déchets dans la Certification de l'écotourisme.

Passer des projets de législation nationale et des codes de conditionnalité à l'adoption officielle puis l'application nécessite de nombreuses discussions, un développement ultérieur, un accord puis la mise en œuvre dans les pays et territoires des îles du Pacifique.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Section 1 – Le contexte

Le problème mondial

Déchets marins – toute matière solide qui a été délibérément jetée ou involontairement emportée ou déversée dans l'océan.

Les déchets marins inclut toute matière persistante, manufacturée ou transformée. Les déchets marins proviennent de différents océans et de sources terrestres et reflètent en général globalement nos modes de production et de consommation. Les déchets marins sont composés de plastique, métal, bois, caoutchouc, verre et papier. Les déchets plastiques sont les plus envahissants dans le monde et peuvent représenter jusqu'à 90 % des déchets ramassés sur les plages et les côtes.

La plupart du plastique est durable et persiste dans l'environnement marin. Le plastique peut se détériorer et se fragmenter sous l'effet du soleil ou de la photodégradation, aggravant le problème en produisant de petites particules et en libérant ou accumulant des toxines. Ces petites particules sont appelées microplastiques. Il y a aussi les microplastiques « primaires » qui sont de petites particules délibérément fabriquées pour des applications telles que les cosmétiques ou les abrasifs industriels.

Plastique - Résumé

Macroplastiques – gros déchets tels que les sacs plastiques, les bouteilles en plastique, les filets de pêche ou les produits en polystyrène ; Certains de ces déchets comme les bouteilles en PET peuvent être recyclables, d'autres comme les sacs plastiques peuvent se désintégrer dans des décharges dans des conditions optimales sécurisées et tous, une fois dans l'environnement marin se désintègrent progressivement en morceaux de plus petite taille souvent avec des produits chimiques entraînés dans la colonne d'eau.

Microplastiques - petites particules plastiques de différentes origines, tailles et composition chimique ; les particules microplastiques ont un diamètre de 1 à 5 millimètres. Les microplastiques primaires sont produits industriellement sous la forme de pellets ou de granulés à base de plastique, qui peuvent se retrouver sous forme de [micro billes dans les cosmétiques](#). Les microplastiques secondaires sont produits par hydrolyse, photodégradation ou dégradation mécanique/physique de macroplastique. Les microplastiques secondaires ou macroplastiques dégradés sont actuellement les principaux polluants de l'environnement marin.

Nanoplastiques – très petites particules plastiques (10-100 nm) ; malgré leur petite taille, ils représentent une vaste surface, capables de retenir une quantité plus importante de composés toxiques que les microplastiques. Par exemple, la nanomédecine a développé des systèmes d'administration des médicaments de dimension nanométrique qui, grâce à leur petite taille, sont en mesure de franchir spontanément les barrières biologiques naturelles telles que les membranes de cellules par endocytose. Les nanoplastiques sont probablement les plus envahissants dans l'environnement marin et les plus dangereux pour la biodiversité marine. Un exemple fréquent de la façon dont sont générés les nanoplastiques est le lavage des vêtements synthétiques avec l'eau grise qui finit dans les voies navigables.

Les déchets marins menacent la santé humaine et la survie de nombreux organismes marins et posent également des problèmes d'esthétique sur les plages, les côtes, les lagons et les estuaires. L'enchevêtrement ou l'ingestion par la vie sauvage est souvent fatal. L'ingestion de microplastiques par les poissons peut également être un moyen de transporter des produits chimiques dangereux dans le réseau alimentaire et éventuellement chez les hommes.

Les déchets marins sont de la responsabilité de tous - de nos actions individuelles dans nos choix de consommation puis dans la façon dont nous éliminons les déchets à ces entreprises qui importent différents produits de consommation et à la responsabilité d'importantes sociétés dans la conception, la fabrication, la promotion et la vente de différents produits.

Pour compliquer les choses, certains plastiques sont classés comme biodégradable pour influencer les préférences d'achat pour un produit. La majorité de ces produits sont seulement

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

biodégradables à température et humidité constantes comme dans les décharges et les systèmes de compostage industriel. Dans l'environnement marin, même ces soi-disant « plastiques biodégradables » persistent, étouffant le benthos, emprisonnant les récifs coralliens ou suffoquant l'intestin des poissons, des tortues et des oiseaux.

En 2015 le PNUE a estimé que 10 à 20 millions de tonnes de plastiques se retrouvent dans les océans du monde entier chaque année, cela coûtant approximativement 13 milliards USD par an en dommage environnemental aux écosystèmes marins. Sans compter les pertes financières subies par la pêche et le tourisme ainsi que le temps passé à nettoyer les plages et les ports.

Le transport maritime risque de subir des pertes financières en raison des navires endommagés à cause d'accessoires enchevêtrés, de systèmes de refroidissement bloqués et d'incursions dans la coque. La biosécurité pourrait être compromise avec l'introduction d'espèces exotiques utilisant le plastique comme un radeau pour se déplacer d'un endroit à un autre.

Le coût total en investissements naturels ou le coût à l'environnement mondial du plastique utilisé dans l'industrie des biens de consommation est estimé par le PNUE à plus de 75 milliards USD par an. Ce coût dérive d'une série d'impacts environnementaux y compris sur les océans et la perte de ressources précieuses lorsque les déchets plastiques sont envoyés dans des décharges plutôt que d'être recyclés. L'impact en amont le plus important est l'émission des gaz à effet de serre libérés par la production de produits plastiques qui est responsable d'au moins un tiers du coût total en investissements naturels.

Le Pacifique - Un lieu spécial

Le Pacifique, quoique le plus grand océan au monde est faiblement peuplé avec une population totale pour la région océanienne d'environ 10 millions sur environ 500 îles habitées. En plus de l'éloignement il y a sa position spéciale dans le monde avec la plupart des environnements vierges et de grande valeur. L'océan nous définit comme peuple océanien. Il renforce notre existence et notre mode de vie. En tant que pays et territoires des îles du Pacifique nous sommes responsables de la gestion de plus de 10 % des océans de la planète. Les zones économiques exclusives de nos pays et territoires des îles du Pacifique contiennent environ 98 % de cette zone, au total 30 millions de kilomètres carrés. Comme exemple de l'importance économique des océans, citons le tourisme avec les bateaux de croisière ou les stations balnéaires qui représentent une grande partie de l'économie des pays et territoires des îles du Pacifique.

Cet éloignement pose des défis puisque presque tous les biens de consommations sont transportés par bateau ou par avion dans les pays et territoires des îles du Pacifique. Il est de notre responsabilité de définir une politique et des actions pour le futur. Les politiques, les accords multi-latéraux sur l'environnement et les codes de pratique sont nécessaires de façon à ce que nous puissions collectivement soit REFUSER - pour empêcher que des substances nocives soient importées dans le Pacifique ; ou veiller à la RÉUTILISATION / RECYCLAGE / RÉDUCTION / RESTITUTION - pour promouvoir une économie circulaire et de bonnes pratiques de gestion des déchets. Certes, le financement, le contrôle et la gestion des déchets générés par les importations dans nos pays et territoires des îles du Pacifique dépassent de loin les économies insulaires.

Une analyse dans le cadre du groupe de travail du secteur urbain sur les infrastructures dans la région océanienne suggère qu'un surplus de 4,7 à 5 millions de tonnes de matériels sont importés dans les pays et territoires des îles du Pacifique par an, avec en premier chef les véhicules à moteur, l'huile, le papier / carton et les conteneurs de PET. Seule 1 million de tonnes environ retourne à sa source, essentiellement les huiles de moteur / cuisine usées, les conteneurs de PET et la ferraille. Ces chiffres sont au mieux des estimations mais une bonne indication du problème, les pays et territoires des îles du Pacifique accumulant un gros volume de déchets tous les ans.

Add simple graphic demonstrating current material flows

Le recyclage et la réutilisation est un enjeu avec une disponibilité en terres adaptées limitée pour les stations de transfert, le traitement des déchets et l'enlèvement et un manque d'infrastructure.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Il s'agit d'une priorité absolue qui est en-dehors du champ d'application de ce Plan d'action. De plus, la ré-expédition des matériaux et des marchandises après leur date limite d'utilisation (ex. déchets électroniques, appareils électroménagers et voitures) dans leur pays d'origine ou autres destinations pour réutilisation / recyclage / élimination n'est pas commercialement attractive.

Les déchets marins font partie de deux grandes catégories – le *problème de l'héritage* de ce qui se trouve déjà dans notre océan Pacifique et le *positionnement du Pacifique dans le futur*. La plupart des efforts dans la Pacifique se concentrent sur la surveillance des déchets flottants et échoués. La quantification des volumes de déchets marins est pratiquement absente en Micronésie, Mélanésie et Polynésie, la plupart des données se référant aux pays du littoral du Pacifique ex Australie, Nouvelle-Zélande et Chili.

Pour le Pacifique nord, au sein du gyre subtropical du Pacifique nord, la plus grande densité de déchets échoués a été enregistrée sur les plages japonaises avec plus de 44 500 pièces au mètre carré et se composaient principalement de fragments de mousse plastique.

Pour le Pacifique sud, des densités de plus de 100 000 pellets en plastique était déjà visibles en 1970 sur 1 m de bord de mer à Auckland. Toujours en 1970, des études ont trouvé d'importantes quantités de pellets dans certaines îles du Pacifique du sud ouest, telles que les Tonga plus de 1000 pellets au mètre carré et Rarotonga, les îles Cook plus de 500 pellets au mètre carré. Dans le gyre subtropical du Pacifique sud, des quantités considérables de microplastiques ont été trouvées sur les rivages de l'île de Pâques, environ 800 pièces au mètre carré. Les plages de l'île inhabitée d'Henderson inscrite au Patrimoine mondial, dans le groupe des îles Pitcairn au large de l'Amérique du sud contiennent environ 37,7 millions de déchets. Cette estimation donne à l'île le triste honneur d'être reconnu comme l'endroit contenant la plus grande densité de plastique échoué.

Pour les fonds marins, les densités de déchets peuvent être exceptionnellement élevées. Une étude de 2010 a trouvé plus de 700 macro débris sur 3300m² sur le lagon peu profond de l'atoll de Majuro ou 234 000 objets au kilomètre carré et plus de 780 objets sur 3900m² de récif exposé ou plus de 200 000 objets au kilomètre carré. Les informations concernant les déchets sur les fonds marins sont limitées.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Section 2 - Gestion des déchets – Vision des pays et territoires des îles du Pacifique

La vision de *la Stratégie Pacifique plus propre 2025 - 2016-2025* est un 'environnement océanien plus propre' et la mission est de 'mettre en œuvre des solutions pratiques et durables pour la prévention et la gestion des déchets et de la pollution dans le Pacifique'. Ce Plan d'action marin s'intègre dans la stratégie *Pacifique plus propre 2025*. Un résumé détaillé des objectifs, des cibles et des actions dans le cadre de la stratégie plus large *Pacifique plus propre 2025* est fourni dans le tableau ES1 de la *stratégie 2016-2025*.

Gestion des déchets terrestres - travailler à l'économie circulaire

La gestion des déchets est considérée comme un enjeu majeur pour la plupart des pays et des territoires des îles du Pacifique. Une mauvaise gestion des déchets et un contrôle inadéquat sur les activités hautement polluantes présentent des risques pour l'ensemble de notre base économique, le tourisme, l'agriculture et la pêche. Toutes ces activités sont fortement tributaires d'un environnement propre, sain, qui fonctionne bien et résilient.

Il est essentiel de mettre en place dans tous nos pays et territoires des îles du Pacifique les composants clés d'une économie circulaire en partenariat avec les pays fabriquant et important les produits dans nos pays et territoires. L'économie circulaire est une alternative à une économie linéaire traditionnelle. Une économie linéaire fabrique, souvent loin, différents produits puis les importe dans nos pays et territoires, nous utilisons ces produits puis nous restons avec le problème - où nous débarrassons nous du volume toujours croissant de ces déchets ? C'est souvent le type d'emballage dans lequel ces produits sont contenus qui exacerbe le problème.

Dans une économie circulaire plusieurs activités sont essentielles. Tout d'abord, nous prolongeons la vie des produits et des ressources utilisés le plus longtemps possible. Nous en retirons le maximum de valeur au cours de leur utilisation. Deuxièmement, nous récupérons et régénérons les produits et matériaux en les réparant, en les revalorisant ou en refaisant des produits de façon à ne pas perdre la valeur par le gaspillage. Le plus important l'importation - la boucle d'exportation est fermée avec les pays et territoires des îles du Pacifique qui renvoient une gamme complète de déchets aux principaux pays fabricants pour recyclage.

La mise en place d'une économie circulaire requiert des modèles commerciaux innovants pour remplacer les pratiques commerciales existantes. Des investissements et des compétences sont nécessaires pour le retour final des matières organiques dans la nature ou le retour des produits manufacturés dans le système de production industriel. Dans l'économie circulaire, nous avons besoin de nouvelles technologies, de nouveaux produits, services et modèles commerciaux pour permettre la transition vers un minimum de déchets. Nous avons également besoin d'une politique favorable et d'un environnement législatif pour appuyer ces actions, pour rendre les opportunités attrayantes pour le secteur privé et pour garantir leurs investissements. Nous devons encourager le secteur privé en favorisant les changements dans le système d'importation et accroître la responsabilité élargie des producteurs de façon à ce que les coûts de traitement des déchets soient intégrés dans le prix des produits et puissent être facilement récupérés et ré-attribués à la gestion des flux de déchets.

En résumé, nous avons besoin de créer un système de gestion des déchets cohérent et totalement comparable dans tous les pays et territoires des îles du Pacifique - les 5 « R » - Refuser, Réduire, Réutiliser, Recycler et Renvoyer.

REFUSER – Le fait de ne pas autoriser ou de ne pas acheter quelque chose qui n'est pas nécessaire. Et dans le contexte océanien, cela signifierait de mettre en œuvre des législations qui interdisent l'importation de certains produits

Ex. substances nocives telles que l'amiante [désormais partout dans le pacifique], les matières radioactives non destinées à un usage médical ; les micro-billes en plastique, les sacs plastiques non réutilisables [désormais 7 pays des îles du Pacifique] ; verres et assiettes jetables et en

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

polystyrène [îles Marshall] ; vieilles voitures [Samoa et Fidji] ; produits envoyés dans des emballages non biodégradables

RÉDUIRE- Une part essentielle de la « réduction » des déchets réside dans la « conservation » – en utilisant les ressources naturelles judicieusement et en en utilisant moins que d'habitude pour éviter les déchets. Réutiliser. Vous pouvez « réutiliser » des matériaux sous leur forme originale au lieu de les jeter ou les passer à d'autres qui pourraient les utiliser également !

RÉUTILISER - L'action ou le fait d'utiliser quelque chose à nouveau, que ce soit pour l'usage auquel elle était destinée (réutilisation conventionnelle) ou pour remplir une fonction différente (réutilisation créative ou reconversion).

RECYCLER – Le processus destiné à convertir les déchets en nouveaux matériaux et objets.

ex. pollueur payeur ; déchets plastiques en huile [Palaos] ; dispositifs de dépôt de conteneurs [Kiribati, Palaos, Kosrae, Yap] et travail avec les principaux pays pour mettre en œuvre des systèmes coopératifs [ex. Taxe d'élimination et le recyclage anticipé au Japon] ;

RENOYER – Le modèle pour la région océanienne qui encourage le retour des produits recyclables dans des installations de recyclages respectueuses de l'environnement situées à l'étranger compte tenu du fait qu'établir physiquement de telles installations de recyclage ne serait pas techniquement et économiquement faisable pour la majorité des pays et des territoires du Pacifique.

ex. déchets organiques/compostage ; créer une responsabilité élargie des producteurs pour les produits manufacturés.

It would be good to have simple logo style representations for each of these "R"s – use the international symbol for recycling – and the rest need to be designed

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Gestion des déchets marins

Sources de risque élevé

Les sources de déchets solides ayant le plus de chances d'aboutir dans les estuaires, lagons, eaux côtières des îles et dans l'océan Pacifique sont :

Activités de transport maritime et de navires

- décharge accidentelle et délibérée dans la mer d'ordures générées lors d'activités de navires normales

Récipients d'aliments à emporter et de boissons

- plusieurs plastiques dominent l'emballage des aliments à emporter
 - Plastique PET, aluminium, verre et acier pour les récipients de boissons
- Le problème est exacerbé dans le milieu marin, car les aliments à emporter et les boissons sont souvent consommés à proximité d'une plage

Emballages et produits de consommation en fin de vie

- principalement divers types de plastiques, p. ex.
 - produits de santé jetables comme les couches, les brosses à dents et les rasoirs
 - emballages en polystyrène de produits électroniques et d'appareils électroménagers

Déchets généraux

- sacs plastiques et autres déchets ménagers
- Ceci constitue surtout un problème là où les installations d'enfouissement et/ou les systèmes de ramassage des déchets sont faibles ou absents. Les déchets sont souvent emportés par l'eau ou le vent vers les voies navigables, les estuaires, les plages, les lagons et l'océan Pacifique.

Navires de transport maritime

- sacs plastiques et autres déchets ménagers
- Ceci constitue surtout un problème là où les installations d'enfouissement et/ou les systèmes de ramassage des déchets sont faibles ou absents. Les déchets sont souvent emportés par l'eau ou le vent vers les voies navigables, les estuaires, les plages, les lagons et l'océan Pacifique.

Opérations de pêche

- enchevêtrement de filets et de fils monofilament jetés à la mer
- perte de matériel, comme les lignes de pêche, les dispositifs d'agrégation de poissons et les filets qui dérivent avant de devenir des « filets fantôme »
- récipients et emballages alimentaires à bord des navires devant être stockés à bord avant d'être déchargés dans un port convenable

Navires de croisière

- récipients et emballages alimentaires de passagers perdus sur le pont
- Remarque : Lorsque les navires de croisière adhèrent à la convention MARPOL et effectuent un tri et une élimination appropriée des filières de déchets à bord dans les ports adaptés, cette source de déchets devrait être comparativement minime.

Entreprises touristiques de plage

- récipients et emballages alimentaires de plage rejetés par les touristes
- Remarque : La plupart des entreprises touristiques ont à cœur de garder leurs plages et leurs environs propres. Les déchets sont souvent triés et correctement éliminés à travers plusieurs filières de déchets. Comme avec les navires de croisière, lorsqu'elle est correctement gérée à la station balnéaire, cette source de déchets devrait être comparativement minime.

Déchets produits par les catastrophes

- les cyclones, typhons et tsunamis accompagnés de forts écoulements charrient toutes sortes de déchets jusqu'aux rivières, lagons et estuaires, mais aussi jusqu'à

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

l'océan, accélérant les déchets marins qui auraient normalement été générés pendant plusieurs années

- les bouteilles d'eau potable et le rétablissement d'infrastructures prévalant à juste titre, la reprise après sinistre engendre d'autres déchets

Déchets transfrontières

○ Issus d'un problème mondial, les déchets marins ressemblent aux impacts du changement climatique dans les pays et territoires insulaires du Pacifique. Bien que la charge de déchets plastiques mal gérés dans l'ensemble des océans mondiaux soit estimée à moins de 1 % dans les pays et territoires insulaires du Pacifique, il se peut que la région subisse les conséquences de ce problème de déchets mondial, intergénérationnel et transfrontière.

Remarque : Des études sur l'ingestion de plastique ont montré que davantage de plastiques sont retrouvés dans les poissons d'une tranche allant vers l'est. Entre Auckland, Apia, Papeete et Rapa Nui, davantage de plastique a été retrouvé dans les poissons entre Auckland et Rapa Nui.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Section 3 - Plan d'action

Ce Plan d'action :

- repose sur des politiques et des cadres réglementaires existants,
- encourage une mise en œuvre plus importante et une application plus vigoureuse des cadres existants, surtout en ce qui concerne les activités de pêche et de transport en général,
- reconnaît l'importance du Plan sur les installations régionales de réception dans la région Pacifique en réponse au problème des déchets marins, en particulier dans la mise à disposition d'installations accueillant des ordures de navires, luttant contre les déchets marins,
- recommande de continuer à développer des cadres politiques et réglementaires là où subsistent des lacunes, surtout autour des récipients d'aliments à emporter et de boissons,
- peut être adapté à mesure que les recherches et les enquêtes cernent mieux les problèmes clés,
- est une ressource pour les collectivités et l'industrie du tourisme à travers une sensibilisation accrue aux meilleures pratiques liées aux comportements vis-à-vis de l'élimination des déchets,
- garantit que les sources spécifiques, comme les stations touristiques et les déchets issus de catastrophes, seront mieux gérées,
- investit dans une infrastructure qui réduit les risques clés dans les milieux urbains plus grands – en particulier en récupérant les détritiques véhiculés par l'eau, complétant l'infrastructure de gestion des déchets solides terrestres comme les décharges et les stations de transfert, et
- renforce les comportements communautaires à travers d'importants investissements dans le nettoyage du littoral dans l'ensemble des îles du Pacifique.

Une estimation suit chacune des actions proposées suivantes. Les fonds proviendront de sources multiples. Le pourcentage sera donc globalement indicatif du niveau relatif proposé d'effort devant être appliqué à chaque activité entre 2018 et 2025.

Add the infographic of the two islands – to be developed separately as the middle of the document – suggest use staples for binding so it opens to this centre easily

3.1 Constitution d'un cadre politique et réglementaire

Transport

Dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, il existe deux accords juridiquement contraignants en matière de protection du milieu marin contre l'élimination de déchets de navires : la Convention MARPOL (Annexe V, Convention de 1973 internationale pour la prévention de la pollution par les navires, modifiée par le Protocole de 1978) et la Convention et le protocole de Londres (Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, mise à jour par le Protocole de 1996).

L'annexe V de la Convention de MARPOL est entrée en vigueur en 1988 et depuis 2013, interdit la décharge de toute ordure (y compris tout plastique) en mer, à l'exception de circonstances très restreintes. L'Annexe s'applique à tous les navires, qu'ils soient marchands ou non-commerciaux, comme les embarcations de plaisance et les yachts. L'Annexe V oblige aussi les gouvernements à mettre à disposition des installations de réception appropriées dans les ports et les marinas pour accueillir les ordures générées par les navires.

La Convention (et le protocole) de Londres est en vigueur depuis 1975 et vise à protéger et à préserver le milieu marin de toutes les sources de pollution et à empêcher, réduire et éliminer la pollution en contrôlant le rejet de déchets et d'autres matériaux en mer.

Insert image MARPOL UNEP Marine Plastics Tech Report

Citons enfin l'Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Torremolinos de 1993, liées à la Convention internationale de Torremolinos

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

sur la sécurité des navires de pêche de 1977. Il vise à fixer des normes pour les navires de pêche de plus de 24 m de long.

Pollution marine de source terrestre

En 1995, Le Secrétariat du PNUE a réuni une conférence intergouvernementale à laquelle 108 pays ont adopté un Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (voir le Programme d'action mondial, PNUE, 2009). La Déclaration de Washington (1995) qui en a découlé a été renouvelée par les Déclarations de Montréal (2001), de Beijing (2006) et de Manille (2012). Ces instruments visent à réglementer, entre autres aspects, la pollution causée par les débris marins de source terrestre.

Convention de Nouméa pour le Pacifique

Spécifiquement conçue pour le Pacifique, la Convention de Nouméa pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement (1986), ainsi que le Protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion de déchets (1986) est en vigueur (voir PROE, 1986). La Convention de Nouméa et ses protocoles sont entrés en vigueur en 1990 pour lutter contre la pollution : la pollution par les navires, le rejet, les sources terrestres, l'exploration et l'exploitation des fonds marins, les rejets atmosphériques, le stockage de déchets toxiques, les essais d'appareils nucléaires, les exploitations minières et l'érosion du littoral.

De 2001 à 2004, les activités menées par le Secrétariat du Programme régional océanien pour l'environnement ont été orientées par le *Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique Sud*. Depuis 2004, le travail de la Convention de Nouméa a été inscrit dans plusieurs cadres thématiques, stratégies et plans d'action, actuellement la *Stratégie régionale océanienne de gestion des déchets et de lutte contre la pollution - Pacifique plus propre 2025* et la *Stratégie de gestion de lutte contre la pollution 2016-2025*.

Le volet relatif à la pollution du milieu marin est le *Programme de prévention de la pollution des océans dans le Pacifique* (PAPCOL) qui lutte principalement contre la pollution par les navires. La Stratégie PAPCOL 2015-2020 a été élaborée par le PROE, en partenariat avec l'OMI et a été approuvée en 2015. Ses objectifs figurent en Annexe 6. De plus amples informations, ainsi que plusieurs initiatives locales et régionales figurent dans le *Pacifique plus propre 2025*.

Des améliorations supplémentaires à ce cadre politique et réglementaire figurent dans la série suivante d'actions – en particulier concernant les récipients d'aliments à emporter et de boissons. Un effort accru de mise en œuvre et d'exécution des instruments politiques et réglementaires existants est tout aussi important, comme c'est le cas dans l'industrie de la pêche.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

3.2 Déchets produits par les navires de pêche

La tâche principale consiste à trouver et à soutenir l'application, la gestion et l'exécution de la **Mesure de gestion de la conservation 2017-04 contre la pollution marine** [Annexe 3]. À tout le moins, ceci devrait se produire à mesure que tous les pays et territoires insulaires du Pacifique renouvèlent leurs permis d'accès à la pêche et/ou en établissent de nouveaux.

- Échéance – mise en œuvre progressive à mesure que les permis d'accès à la pêche sont renouvelés et/ou que de nouveaux permis sont établis, tous les pays et territoires insulaires du Pacifique, au cours des dix prochaines années
- Accent - 5 % sur la mobilisation et les ressources pour soutenir et faciliter leur mise en œuvre et leur exécution

3.3 Déchets produits par les navires de transport

Accent mis sur le respect de la Convention MARPOL à travers les mesures de contrôle exercées par les États du port.

- Échéance – mise en œuvre progressive des mesures de contrôle exercées par les États du port et du pavillon au cours des dix prochaines années
- Accent - 10 % sur la mobilisation et les ressources en soutien aux mesures de contrôle exercées par les États du port et du pavillon

3.4 Déchets produits par les navires de croisière

Reconnaissant l'existence de la Convention MARPOL et accords connexes, la tâche principale consiste à contribuer à l'élaboration et à l'application d'un projet de dispositions de conditionnalité types [Annexe 4]. Le meilleur moyen d'y parvenir est lorsque les permis d'accès de la Pacific Island Cruise Company sont renouvelés et/ou de nouveaux permis sont établis. Ceux-ci peuvent ensuite être utilisés par les sociétés dans le cadre de leurs systèmes de promotion et de certification.

- Échéance – mise en œuvre progressive à mesure que les permis sont renouvelés et/ou que de nouveaux permis sont établis, tous les pays et territoires insulaires du Pacifique au cours des dix prochaines années
- Accent - 5 % sur la mobilisation, pour soutenir et contribuer à leur mise en œuvre et à leur exécution

3.5 Déchets transfrontières

En ce qui concerne les navires de pêche, la **Mesure de gestion de la conservation 2017-04 contre la pollution marine** entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2019 ; sa prise d'effet surveillera tous les navires de pêche et réduira sensiblement la pollution du milieu marin produite par les navires de pêche de toutes les nations.

Il est à l'heure actuelle difficile de déterminer avec précision d'autres sources de déchets transfrontières. Le projet proposé du *Centre britannique des sciences environnementales, halieutiques et aquacoles* devrait contribuer à définir d'autres sources clés transfrontières exigeant une réglementation et une mise en application.

3.6 Récipients d'aliments à emporter et de boissons

Des exemples d'activités pouvant faire partie de ce Plan d'action comprennent :

- l'aide à la finalisation et à l'application d'un projet de dispositions types [Annexes 1 et 2], à partir de l'exemple des Îles Marshall et des systèmes de consigne dans tous les états membres
- la démonstration d'options recyclables et biodégradables et leur mise à disposition – de préférence les options biodégradables [avec des subventions à court terme si nécessaire pour les entreprises locales pendant la transition]
- redynamiser les coutumes et les processus de stockage et de transport alimentaires d'antan, notamment les sacs bilum en fibre naturelle tissés à la main de Mélanésie et les paniers en noix de coco de Polynésie.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

- | | |
|--------------|---|
| ▪ Échéance – | En cours, effort majeur pendant les cinq premières années avec des déclarations annuelles de progrès, puis évaluation de l'investissement nécessaire pour continuer au-delà |
| ▪ Accent - | 10 % lors des 5 premières années –une importante initiative d'élaboration de politique |

3.7 Plastiques et autres déchets généraux

Outre les deux législations modèle proposées, des initiatives comme des systèmes de consignment, une économie plus circulaire et une responsabilité élargie des producteurs pour les équipements nécessitant des dépenses importantes tels que les appareils électroménagers, les véhicules et les appareils électroniques grand public seront nécessaires. Ces questions sont génériques ; elles dépassent la portée de ce Plan d'action axé sur la pollution du milieu marin et seront mieux couvertes par la stratégie plus vaste *Pacifique plus propre 2025*.

Des investissements pour améliorer les installations de collecte, d'enfouissement et de stations de transfert font partie de la stratégie *Pacifique plus propre 2025*. Ce Plan d'action complète ces investissements à travers l'Action 3.10, récupérant les débris véhiculés par l'eau, réduisant le risque de systèmes de collecte terrestre et de traitement afférents.

Les recherches et les analyses préciseront probablement les problèmes à résoudre à mesure que le plan progresse.

3.8 Sensibilisation et actions

Sensibilisation et actions de la communauté générale

Des exemples d'activités pouvant faire partie de ce Plan d'action comprennent :

- Médias modernes – *Vidéos YouTube* d'action positive et concours annuels
- Mises à jour sur le web et liens vers des concours
- Sensibilisation d'enfants au primaire – intégrée à la santé [p .ex. *L'Aventure sur l'île saine de Villi*]
- Pochoirs à vaporiser sur les égouts des villes – « *Pas de déchets - conservons la santé de nos poissons et de vos aliments* »
- Églises et autres groupes communautaires parrainant le nettoyage et l'entretien de plages voisines
- Champions pour véhiculer le message – de rugby, baseball, basketball, canoë à balancier et netball, par exemple – toutes les nations insulaires du Pacifique
- Contributions de grandes sociétés d'import, de fabricants et d'ONG pour participer au financement

- | | |
|------------|--|
| Échéance – | En cours, avec déclarations annuelles de progrès |
| Accent - | 20 % |

Sensibilisation et actions orientées sur les touristes

Des exemples d'activités pouvant faire partie de ce Plan d'action comprennent :

- Ajout d'une éthique relative à la gestion des déchets et au fait de ne rien jeter en mer à toutes les vidéos de bienvenue et de sécurité des navires de croisière
- Ajout d'une éthique relative à la gestion et à la collecte des déchets à toutes les vidéos de familiarisation des stations touristiques
- Accroître la sensibilisation au sein du personnel de navires de croisière et de stations touristiques à travers des systèmes de certification d'écotourisme
- Encourager les opérateurs touristiques à ajouter des messages de gestion des déchets aux nouvelles impressions de brochures et à leurs sites web en fournissant une copie électronique de graphisme simple

- | | |
|--------------|---|
| ▪ Échéance – | En cours, avec déclarations annuelles de progrès pendant seulement deux ans |
| ▪ Accent - | 5 % |

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

3.9 Déchets d'entreprises touristiques

Reconnaissant qu'il existe déjà un niveau élevé de gestion des déchets dans la plupart des stations touristiques, la tâche principale consiste à appliquer le projet de dispositions de conditionnalité types [Annexe 5] à mesure que les permis d'accès aux stations touristiques des îles du Pacifique sont renouvelés ou que de nouveaux aménagements sont approuvés. Comme avec les compagnies de croisières, ceci fait partie intégrante de leur responsabilité sociale organisationnelle et peut être utilisé par les sociétés dans le cadre de leurs systèmes de promotion et de certification.

- Échéance – mise en œuvre progressive à mesure que les permis sont renouvelés et/ou établis, tous les pays et territoires insulaires du Pacifique au cours des dix prochaines années
- Accent - 5 % sur la mobilisation, pour soutenir et contribuer à leur mise en œuvre et à leur exécution

3.10 Déchets issus de catastrophes

Reconnaissant que la réponse aux catastrophes exige des activités rapides et coordonnées dans de très courts délais, la tâche consiste à planifier de façon à pouvoir mettre en œuvre des systèmes de gestion des déchets intelligents qui pourraient être requis. Il s'agit de :

- Travailler avec les forces de défense australiennes, néo-zélandaises, françaises et des États-Unis pour élaborer et mettre en œuvre une procédure normale pour la gestion des déchets, sur l'ensemble des missions de reprise après sinistre ;
- S'appuyer sur les procédures normales pour définir des procédures parallèles et régionales pour tous les services d'urgence des îles du Pacifique ;
- Former le personnel de tous les pays et territoires insulaires du Pacifique afin que les experts en gestion des déchets et les équipes de liaison puissent participer à toutes les réponses aux catastrophes.

- Échéance – élaboration d'une procédure normale au cours des 5 premières années du Plan d'action avec extension aux services d'urgence locaux au gré des occasions dans les pays et territoires insulaires du Pacifique
- Accent - 5 % sur l'interaction, le soutien et la facilitation de la mise en œuvre

3.11 Récupération de détritrus véhiculés par l'eau

Même avec des systèmes de gestion des déchets terrestres compétents comme les stations de transfert et les décharges, il y a toujours une forte probabilité de déchets véhiculés par l'eau dans les grands centres urbains. Un investissement en infrastructures visant à récupérer les déchets dans les grandes zones urbaines est recommandé. Parmi les critères de sélection de projets d'investissement figurent :

- Les critères de sélection de projets d'investissement en matière de récupération de déchets comprennent :
 - les grands centres urbains
 - les centres bénéficiant déjà d'installations d'enfouissement bien gérées à proximité
 - les voies fluviales / rivières importantes en amont d'estuaires
 - incorporant de préférence le captage de sédiments
- Parmi les critères de sélection pour les investissements en barrages flottants dans les estuaires et les échancrures figurent :
 - les estuaires et échancrures importants à utilisation élevée, souvent urbains
 - les centres bénéficiant déjà d'installations d'enfouissement bien gérées à proximité
 - les sites protégés où le mouvement des vents et des marées concentrent les déchets flottants

Des travaux mineurs peuvent aussi être entrepris, comme l'amélioration de la conception des grilles de drainage des eaux pluviales dans les zones urbaines afin de récupérer davantage de déchets – ceux-ci fonctionneraient comme des mini-pièges.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

- | | |
|--------------|--|
| ▪ Échéance – | mise en œuvre progressive à mesure que les décharges atteignent niveau correct |
| ▪ Accent - | 5 % pour la planification, avec des ressources en capital provenant de donateurs |

3.12 Nettoyage des côtes

Ci-après quelques exemples d'activités qui pourraient faire partie de ce Plan d'action :

- des compétitions de nettoyage des plages et des îles - le tout sur *U-tube*
- des aventures écotouristiques sur des îles éloignées pour y nettoyer les plages
- l'obtention de parrainages pour des barges à usage spécial / événements sur des embarcations locales pour la collecte et le transport des déchets vers les sites appropriés.

Remarque : il faut s'assurer que des installations terrestres sont disponibles pour trier et traiter les déchets collectés afin d'en réduire la quantité envoyée à la décharge.

Le degré d'importance accordé à cette composante du Plan d'action est élevé, car de telles activités se traduiront comme suit :

- une prise de conscience du problème considérablement accrue par la communauté ;
- une action en tant qu'agent de changement en vue d'un comportement plus conscient à l'égard des déchets ; et
- une contribution non négligeable à la réduction de problèmes hérités du passé liés aux déchets existants rejetés sur les plages.

On s'attend à ce qu'avec le temps, à mesure que les systèmes de collecte, de mise en décharge et de stations de transfert se perfectionneront et que le comportement communautaire changera et l'importance accordée à ce projet se réduira vraisemblablement. La réévaluation de la nécessité et de l'importance de ce projet fera partie de la révision prévue en 2025.

- | | |
|----------------|--|
| ▪ Calendrier – | Un effort continu et important au cours des 5 premières années, avec un rapport annuel sur les progrès, puis une évaluation des investissements pour la continuité du projet |
| ▪ Priorité - | 40 % au cours des 5 premières années – en faire un PROJET MAJEUR |

3.13 Précisions sur la mise en œuvre

L'ébauche de ce Plan d'action définit le contexte et la vaste portée des activités requises pour réduire sensiblement la pollution marine dans les pays et territoires insulaires du Pacifique. Les prochaines étapes sont les suivantes :

- i) l'examen de ce projet par les principaux organismes de tous les pays et territoires insulaires du Pacifique ;
- ii) une table ronde en août 2018, organisée par le Programme régional océanien de l'environnement pour discuter et finaliser un plan d'action convenu
- iii) un travail individuel en collaboration avec tous les participants pour la mise en œuvre d'actions, en incluant le cas échéant des calendriers annuels d'exécution pour chaque pays et territoire insulaire du Pacifique
- iv) des activités secondaires plus détaillées pour chaque Action, avec les délais de mise en œuvre s'y rapportant, selon les besoins des différents pays et territoires insulaires du Pacifique
- v) un bilan des progrès réalisés en 2020, puis en 2025, comme indiqué dans les sections suivantes

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Plan d'action relatif aux déchets marins de la région du Pacifique - Activités de mise en œuvre

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
1. Élaboration d'un cadre stratégique et réglementaire	1.1. Soutenir l'élaboration d'un cadre juridique mondial pour aborder la question des déchets marins et des microplastiques	ONU Environnement, PROE	Tous	ONU Environnement, PROE					Compte rendu sur l'état d'avancement de la 29e conférence du PROE et des CdP15 et CdP16 de Nouméa
	1.2. Élaborer un cadre régional pour aborder la question des déchets marins et des microplastiques, éventuellement dans le cadre de la Convention de Nouméa	PROE	Tous	ONU Environnement					Cadre régional pour les déchets marins élaboré pour les CdP15 (2019) et CdP16 (2021) de Nouméa
	1.3. Ratification de l'Accord du Cap de 2012	PROE	Tous	CPS, FAO					Nombre des ÉTIO ayant ratifié l'Accord du Cap en 2012
	1.4 Ratification de l'annexe V de la Convention MARPOL	ÉTIO	Îles Cook, EFM, Nauru	PROE, OMI					Ratification de l'annexe V de la Convention MARPOL par les Îles Cook, EFM et Nauru
2. Transport maritime et exploitation des navires	2.1. Fournir des ressources et contribuer au respect de la Convention MARPOL par le biais de mesures de contrôle de l'État du pavillon et de l'État du port. Aider et soutenir également le MNZ dans la coordination des réunions préparatoires des conférences de l'OMI dans le Pacifique.	ÉTIO, MNZ	Tous	PROE, OMI, CPS, Membres métropolitains					Comptes rendus de l'État du pavillon et de l'État du port

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
	2.2. Dispenser une formation nationale sur les litiges, l'application de la loi, la conformité, le suivi et les poursuites en matière de rejets illégaux provenant de navires (CP2025-11.16).	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, OMI, Interpol, Membres métropolitains, OCO, CPS, FAA, CPPOC, PNA					Au moins 8 formations nationales organisées
3. Déchets de pêche	3.1. Fournir des ressources et de l'aide pour la mise en œuvre, le suivi et l'exécution de la Mesure de gestion de la conservation 2017-04 sur la pollution marine	ÉTIO	Tous	PROE, ORGP					<p>Nbre de comptes rendus GEN6 abordés dans le cadre de la conformité et de l'application de la loi</p> <p>Nbre de comptes rendus GEN6 réduits</p> <p>Nbre de permis de pêche existants renouvelés</p>
	3.2. Évaluer les options pour identifier le matériel de pêche perdu afin de répartir les coûts de nettoyage (CP2025-5.9)	Ministères des pêches / Organismes de gestion des zones côtières	Tous	FAA/FAO/OMI					Publication et diffusion du compte rendu d'évaluation
	3.3. Organiser un séminaire régional pour examiner les options visant à réduire la quantité de matériel de pêche abandonné et perdu, en procédant par exemple au marquage du matériel de pêche (CP2025-5.10)	PROE	Tous	Pays métropolitains, FAA, CPPOC, PNA, CBI, Pew Charity Trust, Centre for Marine Conservation					Organisation d'un séminaire régional et publication du compte rendu

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
4. Déchets des paquebots de croisière	4.1. Élaborer puis appliquer le projet conformément aux clauses de conditionnalité de la Convention MARPOL concernant les licences d'accès des compagnies de croisières des Îles du Pacifique	ÉTIO	Tous	PROE, SPTO					Nbre de licences d'accès renouvelées pour les compagnies de croisières des Îles du Pacifique conformément aux clauses de conditionnalité
5. Déchets transfrontaliers	5.1. Identique au 3.1 ci-dessus								
6. Contenants à emporter pour aliments et boissons	6.1. Élaborer une législation modèle pour interdire les plastiques à usage unique, les emballages en polystyrène et en plastique, en se référant aux exemples des Îles Marshall et du Vanuatu.	PROE	Tous	Marshall, Vanuatu					Nbre de législations modèles achevées
	6.2. Appliquer la législation type pour interdire les plastiques à usage unique, les emballages en polystyrène et en plastique, en se référant aux exemples des Îles Marshall et du Vanuatu	ÉTIO	Tous	PROE					Nbre de législations achevées
	6.3. Démontrer et rendre disponibles des options recyclables et biodégradables (de préférence biodégradables) avec des subventions à court terme si nécessaire pour que les entreprises locales puissent faire la transition	PROE	Tous	ONU Environnement					Nombre d'options recyclables et biodégradables mises à disposition

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
	6.4. Redynamiser les anciennes méthodes et habitudes de stockage et de transport des aliments, notamment les bilums de fibres naturelles tissées à la main en Mélanésie et les paniers de noix de coco en Polynésie.	ÉTIO	Tous	ONG, PME, Groupes de femmes, Groupes religieux					Au moins 2 activités dans chaque sous-région - Mélanésie, Polynésie et Micronésie.
7. Matières plastiques et autres déchets généralement concernés dans le cadre des activités du CP2025	7.1. Mettre en œuvre les initiatives et les mesures de gestion des déchets solides décrites dans le programme Cleaner Pacific 2025 (Pour un Pacifique plus propre 2025) en passant d'une économie linéaire à une économie circulaire de réutilisation, réduction, recyclage et retour. Application des programmes de récupération des ressources et de responsabilité étendue des producteurs (CP2025-6.1 et 6.4)	ÉTIO, PROE	Tous	PROE, ONU Environnement					Au moins 7 programmes de responsabilité étendue des producteurs et de récupération des ressources adoptés
	7.2. Soutenir les ÉTIO pour étendre les services de collecte des déchets dans un système utilisateur-payeur (CP2025-8.1 à 8.4)	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, PRIF					Mise en place d'au moins 7 services de collecte des déchets utilisateur-payeur
	7.3. Exécuter l'accord de partenariat Moana Taka avec Swire pour les années 2018 à 2021 et au-delà.	PROE	Tous	Swire, ÉTIO, Recyclage					Partenariat Moana Taka implanté avec succès au-delà de 2021

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
	7.4. Déterminer et diffuser des informations commerciales sur les produits recyclables et les installations transfrontalières appropriées d'élimination des déchets dangereux (CP2025-9.3)	PROE	Tous	Secteur privé, organismes de recyclage, pays métropolitains, JICA					Diffuser au moins une fois par an des informations commerciales sur les produits de base ainsi que des informations sur les installations d'élimination des déchets dangereux
	7.5. Soutenir le réseau régional de recyclage PRIF	PRIF	Tous	PROE, CROP, Recycleurs régionaux					Création de centres régionaux de recyclage à Suva et en Papouasie-Nouvelle-Guinée
8. Sensibilisation et action	8.1. Élaborer un plan d'action régional modèle en matière de communication, de sensibilisation et d'éducation et le mettre en œuvre dans les pays (CP2025-12.1)	ÉTIO	Tous	PROE, ONU Environnement					Au moins 7 plans d'action nationaux élaborés en matière de communication, de sensibilisation et d'éducation
	8.2. Élaborer et mettre en œuvre des programmes « Écoles propres » et « Campus propres » pour encourager l'adoption de pratiques exemplaires de réduction et de recyclage des déchets dans les écoles et institutions éducatives (CP2025-6.7)	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, Secteur privé					Au moins 2 programmes « Écoles propres » et « Campus propres » implantés

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
	8.3. Réaliser une application de collecte de données sur les déchets marins et les microplastiques pour le Pacifique	PROE	Tous	Tangaroa Blue, ONU Environnement, JICA, UICN, Pays métropolitains, Organismes de voyage, Ocean Ambassadors					Lancement de l'application sur les déchets marins et les microplastiques pour le Pacifique
	8.4. Soutenir les activités communautaires de nettoyage afin de sensibiliser la population aux déchets marins	ÉTIO	Tous	Tangaroa Blue, ONU Environnement, JICA, UICN, Pays métropolitains, Organismes de voyage, Ocean Ambassadors					Au moins 1 activité soutenue par ÉTIO
	8.5. Soutenir 2 activités régionales majeures de sensibilisation aux déchets marins et aux plastiques	PROE	Samoa (2019), ?? (2021)	Conseil des Jeux du Pacifique, Comité organisateur des sports en armure nationaux					Soutien fourni aux Jeux du Pacifique en 2019 et 2021
	8.6. Mener des actions de sensibilisation dans les secteurs de la navigation nationale et régionale, de la pêche et des bateaux de plaisance.	PROE	Tous	OMI, CPS, FAA, CPPOC, PNA, Membres métropolitains du PROE					Nombre d'activités de sensibilisation menées
9. Sensibilisation et action axées sur le tourisme	9.1. Intégrer la gestion des déchets et l'éthique de la non élimination des déchets par-dessus bord dans toutes les vidéos de « bienvenue à bord » et de sécurité des paquebots de croisière	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, ONU Environnement, SPTO					Au moins 2 vidéos de « bienvenue à bord » et de sécurité incluses

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
	9.2. Intégrer l'éthique de la gestion et de la collecte des déchets dans les vidéos de familiarisation des stations touristiques	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, ONU Environnement, SPTO					Au moins 2 vidéos de stations touristiques incluses
	9.3. Sensibiliser davantage les paquebots de croisière et le personnel des stations touristiques grâce à des programmes de certification en écotourisme	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, ONU Environnement, SPTO					Mise en place d'au moins 2 systèmes de certification écotouristique
	9.4. Les voyageurs peuvent ajouter des messages de gestion des déchets sur chaque nouvelle version imprimée de leurs brochures et sur leurs sites internet grâce à la reproduction électronique de modèles graphiques simples	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, ONU Environnement, SPTO					Au moins 7 brochures touristiques et sites internet contenant des messages modèles de gestion des déchets
10. Déchets des entreprises touristiques	10.1. Élaborer, adopter et instaurer des clauses de conditionnalité lors du renouvellement des licences d'accès aux stations touristiques des îles du Pacifique ou lors de l'approbation de nouveaux aménagements	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, ONU Environnement, SPTO					Au moins 7 licences d'accès à des stations touristiques dans les îles du Pacifique ou nouveaux développements incluant des clauses de conditionnalité en matière de déchets
11. Déchets liés aux catastrophes	11.1. Améliorer les décharges nationales (le cas échéant) conformément aux directives régionales actuelles, et intégrer des mesures de financement durables de meilleures pratiques (CP2025-9.9)	ÉTIO	Tous	PROE, JICA, PRIF, Membres métropolitains					Amélioration d'au moins 2 décharges et déchetteries

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Action stratégique	Activités	Organisme responsable	ÉTIO prioritaires	Partenaires potentiels	Calendrier				Indicateurs clés de performance
					2018	2019	2020	2021	
	11.2. Exécuter les plans nationaux de gestion des déchets liés aux catastrophes (CP2025-2.10)	ÉTIO, BNGC	Tous	PROE, CPS, Départements WCP/BNGC, Pays métropolitains, UNISDR					Plans de gestion des déchets en cas de catastrophe élaborés pour tous les ÉTIO
	11.3. Dispenser une formation nationale et régionale sur la gestion des déchets en cas de catastrophe (CP2025-11.13)	PROE	Tous	CPS, BNGC, UNISDR, AS, Polynésie française, JICA					Formation dispensée dans 7 ÉTIO

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Section 4 - Allocation des ressources et suivi des progrès

Mise en œuvre du financement du Plan d'action

Le financement du Plan d'action utilisera les ressources de nombreux programmes d'investissement internationaux ainsi que les ressources et les capacités des pays et territoires insulaires du Pacifique contributeurs. Toutes les actions s'inscrivent dans le cadre des grandes orientations stratégiques de la Stratégie de gestion des déchets et de la pollution dans la région Pacifique 2016-2025. Ci-dessous figure un exemple de la façon dont certains des programmes d'investissement internationaux contribueront à la mise en œuvre de ce Plan d'action.

Investissements internationaux Programme	17	18	19	20	21	22	23	24	25	Objectif	Résultats en milieu marin
JPRISM II										Gestion des déchets terrestres - Décharges et recyclage	Moins de déchets d'origine éolienne et hydrique sur les côtes et dans l'océan
FED II										Aborder 8 flux de déchets - déchets électroniques, amiante, déchets médicaux et de soins de santé, déchets solides résiduels, déchets liés aux catastrophes, déchets organiques et eaux usées émanant de ces filières.	Réduction des sources terrestres grâce à l'amélioration de la collecte et de la destruction ainsi qu'à une meilleure quantification des sources et des solutions.
AFD										Se concentrer sur 3 flux de déchets clés - les plastiques marins, les huiles usées et les déchets liés aux catastrophes en instaurant une approche fondée sur les meilleures pratiques des sciences citoyennes.	Meilleure compréhension des problématiques des plastiques marins - sources et solutions.
CEFAS										Informations de base - sources, nature et impact de la pollution	Les principales sources de pollution marine peuvent faire l'objet d'une action ciblée
OMI										Protocoles et procédures pour la réduction des déchets provenant des navires	Réduction des déchets marins provenant des navires
FEM 7										Investissement majeur dans la réduction de la pollution, toutes sources confondues	Moins de déchets d'origine éolienne et hydrique dans l'océan + sensibilisation accrue de la communauté + développement de la réglementation et des politiques
PRIF										Création de pôles régionaux de recyclage à Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée	Réduction du plastique et des débris grâce à des réseaux régionaux de recyclage

J-PRISM II - Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les pays insulaires du Pacifique

FED II - Fonds européen de développement

AFD Agence française de développement

CEFAS – Centre des Sciences de l'Environnement, de la Pêche et de l'Aquaculture

OMI – Organisation maritime internationale

FEM 7 - Fonds pour l'environnement mondial

PRIF Réseau régional de recyclage

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Suivi des progrès

Une grande partie du suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action consiste à surveiller l'adoption et la mise en application de divers codes, accords et nouveaux accords, comme la *Mesure de conservation et de gestion des pêches 2017-04*.

D'autres activités sont indissociables des processus et des dispositions de suivi déjà incorporés dans le programme *Cleaner Pacific 2025 - Stratégie de gestion des déchets et de la pollution dans la région Pacifique 2016-2025*.

Deux activités de suivi supplémentaires spécifiques sont menées :

- **Le nettoyage des côtes** : il nécessite un protocole spécifique pour normaliser les méthodes de prélèvement et en faire un sous-composant de toutes les opérations de nettoyage des côtes. Les objectifs de la collecte et de l'analyse des données à mettre en place dans tous les pays et territoires insulaires du Pacifique participants sont les suivants :
 - suivre les progrès et consigner géographiquement les estrans qui ont été nettoyés et la fréquence des nettoyages ;
 - comprendre si les déchets prélevés sur des estrans particuliers fluctuent dans le temps, tant du point de vue du volume que du type de déchets ; et
 - utiliser le système normalisé de collecte de données sur les déchets marins pour quantifier les sources probables des déchets collectés, afin d'informer d'autres stratégies de contrôle des déchets à la source.
- **Les déchets liés aux catastrophes** : toutes les catastrophes sont par nécessité initialement axées sur les activités humanitaires, assurant ainsi la sécurité publique, le secours aux blessés et facilitant la fourniture de conditions de vie temporaires saines en attendant que les infrastructures et services et équipements connexes puissent être réhabilités. Même après l'adoption des protocoles par tous les groupes de services d'urgence et les forces armées participantes, une certaine forme de coordination et de vérification de la mise en œuvre des protocoles sera nécessaire. La formation et la nomination d'un personnel spécialisé assureront l'adoption de pratiques intelligentes et, au besoin, de suggestions pour modifier et adopter des protocoles améliorés.

Les activités de suivi sont résumées dans le tableau ci-après.

Déchets marins - Plan d'action régional du Pacifique

Tableau 1 – Suivi du Plan d'action contre la pollution marine

Mesures de suivi :	2020	2025
Déchets de pêche	Premiers progrès de la Mesure de conservation et de gestion de la pollution marine (2017-04) adoptée par tous les pays et territoires insulaires du Pacifique	Suivre le degré d'adoption de la mesure et concevoir des activités de suivi et, le cas échéant, renforcer leur mise en œuvre
Déchets des paquebots de croisière	Veiller à ce que les conditions, protocoles et procédures de la Convention MARPOL fassent partie intégrante de toutes les licences d'accès renouvelées et nouvelles, pour tous les pays et territoires insulaires du Pacifique	Suivre le degré d'adoption de la Convention MARPOL et des accords connexes et concevoir des activités de suivi et, le cas échéant, renforcer leur mise en œuvre
Déchets transfrontaliers	Premiers progrès de la Mesure de conservation et de gestion de la pollution marine (2017-04) adoptée par tous les pays et territoires insulaires du Pacifique. Informations sur d'autres sources clés grâce au projet du Centre des Sciences de l'Environnement, de la Pêche et de l'Aquaculture	Analyser et, si d'autres sources clés sont considérées comme des enjeux majeurs, élaborer des réponses politiques ou réglementaires appropriées.
Contenants à emporter pour aliments et boissons	Accord environnemental multilatéral s'appuyant sur l'initiative des Îles Marshall et sur les systèmes de consignes des contenants déjà en place	Analyser les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Accords multilatéraux sur l'environnement, dans tous les pays et territoires insulaires du Pacifique
Plastique – refuser / recycler / retourner	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 et des objectifs et activités de suivi précisés et déployés tout au long de la stratégie globale
Sensibilisation générale de la communauté	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 et des objectifs et activités de suivi précisés et déployés tout au long de la stratégie globale
Sensibilisation axée sur le tourisme	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 et des objectifs et activités de suivi précisés et déployés tout au long de la stratégie globale	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 et des objectifs et activités de suivi précisés et déployés tout au long de la stratégie globale
Déchets des entreprises touristiques	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 et des objectifs et activités de suivi précisés et déployés tout au long de la stratégie globale	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025 et des objectifs et activités de suivi précisés et déployés tout au long de la stratégie globale
Déchets liés aux catastrophes	Formulation et mise en place de procédures opérationnelles normalisées ; mise en place et formation de tous les services d'urgence et des principales équipes de liaison et des forces armées	En cas d'urgence et sur une base d'urgence, vérifier et améliorer continuellement les procédures d'exploitation normalisées
Collecter les déchets d'origine hydrique	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025	Dans le cadre de la mise en œuvre de Cleaner Pacific 2025
Nettoyage des côtes	Données et analyses dans le cadre de protocoles normalisés, pour tous les pays et territoires insulaires du Pacifique	Examen de toutes les analyses, pour tous les pays et territoires insulaires du Pacifique, en vue de mieux comprendre les sources et, par conséquent, réorienter les priorités dans le Plan d'action II

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

Évaluation et révision de ce Plan d'action

L'évaluation et les modifications à apporter au présent Plan d'action contre la pollution marine doivent être fondées sur les résultats de suivi figurant dans le tableau précédent, et ce, en 2020 et en 2025, conformément à la mise en œuvre du mandat général détaillé dans *Cleaner Pacific 2025 - Stratégie de gestion des déchets et de la pollution dans la région Pacifique*.

Reconnaissant que nos connaissances et que les enjeux relatifs aux déchets marins évoluent rapidement, il est probable que les types d'amendements au Plan d'action dans le cadre du Plan d'action II contre la pollution marine en 2025 se traduiront par :

- la poursuite des activités de sensibilisation de la communauté dans tous les pays et territoires insulaires du Pacifique ;
- une réduction des besoins de sensibilisation à bord des paquebots de croisière et auprès des touristes et des visiteurs, et la possibilité qu'aucune autre mesure ou intervention ne soit nécessaire ;
- la poursuite du nettoyage des côtes, avec peut-être autant d'importance mais en se concentrant sur les îles plus éloignées, en supposant que sur les îles les plus peuplées, ces activités deviennent courantes ou presque régulières avec la participation souvent dirigée des églises, écoles et associations communautaires ;
- le fait que l'Accord environnemental multilatéral proposé sur les contenants à emporter pour les aliments et boissons soit en place et réduise la nécessité de toute autre mesure à ce sujet, tout en augmentant les mesures relatives aux plastiques en général ;
- des infrastructures pour collecter les déchets d'origine hydrique, dont la part des investissements augmente dans le cadre de la prochaine phase de la stratégie Cleaner Pacific 2025 et reconnaissant que l'initiative actuelle Cleaner Pacific 2025 a déjà conduit à une série de sites de décharge bien gérés, dans tous les pays et territoires des îles du Pacifique ;
- des codes, accords et protocoles de gestion des pêches, des paquebots de croisière, des centres touristiques et des catastrophes, entrant tous dans une phase de suivi et d'application au cas par cas.

Conclusions

La capacité des pays et territoires insulaires du Pacifique à prévenir les déchets marins et à y faire face est limitée et la plupart des pays n'ont pas encore mis en place de plans adéquats de gestion des déchets et de réduction de la pollution. Qui plus est, plusieurs pays insulaires du Pacifique ne figurent toujours pas parmi les Parties aux divers conventions et protocoles relatifs à la protection du milieu marin, dont la Convention MARPOL et les conventions de Londres et de Nouméa. La Mesure de gestion de la conservation 2017-04 sur la pollution marine qui, si elle est mise en œuvre, contribuera dans une large mesure à minimiser les déchets de l'industrie de la pêche, devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Avec plus de 98 % de notre région recouverte par les océans, les impacts des déchets marins sur les écosystèmes et les communautés côtières sont accentués par le fait que ces communautés dépendent d'écosystèmes et de services océaniques sains. Les pays et territoires insulaires du Pacifique peuvent également être particulièrement vulnérables aux impacts des déchets marins en raison des défis financiers et institutionnels liés à la gestion appropriée des déchets avant qu'ils ne soient transportés par le vent ou l'eau dans le milieu marin.

Il est donc impératif qu'une série d'actions, telles que décrites dans le présent Plan d'action, soient mises en œuvre dans tous les pays et territoires insulaires du Pacifique, que les cadres politiques et réglementaires de base soient mis en œuvre, si nécessaire renforcés comme dans le cas des contenants à emporter pour les aliments et boissons, puis surtout appliqués par tous. Cette démarche constituera une excellente base pour les diverses activités améliorant la gestion, la sensibilisation, les infrastructures et les opérations de nettoyage qui seront financées par le présent Plan d'action.

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

Further Reading

Ellen Macarthur Foundation (2017) *The New Plastics Economy – Catalysing Action*

Geyer, R, Jambeck, JR and Law, KL (2017) *Production, use, and fate of all plastics ever made* *Science Advances* **19** Jul 2017: Vol. 3, no. 7

Markic, A (2014) *Marine Debris Pollution in the Pacific – Literature Review*

Markic, A and Costello MJ (2017) *Plastic Ingestion by Fish* Final Report, Thesis Part I

OSPAR Commission (2014) *Marine Litter Regional Action Plan* OSPAR Secretariat, United Kingdom

Pacific Region Infrastructure Facility - PRIF (2018) *Regional Recycling Network Proposal in the Pacific Region*, Draft V2, for the Pacific Region Infrastructure Facility Urban Sector Working Group

UNEP (2014) *Valuing Plastics: The Business Case for Measuring, Managing and Disclosing Plastic Use in the Consumer Goods Industry*. United Nations Environment Programme, Nairobi

UNEP (2015) *Biodegradable Plastics and Marine Litter. Misconceptions, concerns and impacts on marine environments*. United Nations Environment Programme (UNEP), Nairobi.

UNEP (2016) *Marine plastic debris and microplastics – Global lessons and research to inspire action and guide policy change*. United Nations Environment Programme, Nairobi

SPREP (2016) *Cleaner Pacific 2025: Pacific Regional Waste and Pollution Management Strategy 2016–2025: Implementation Plan*, Apia, Samoa

Appendix 1 – draft Pacific Island model legislation for plastics [building on the Marshall Islands Styrofoam and Plastics Products Prohibition Act, 2016]

[Draft model legislation to be developed through detailed discussion with all Pacific Island Countries and Territories as well as the private sector]

Leave rest of page blank at this time

Appendix 2 - draft Pacific island model legislation for takeaway food containers and including widespread adoption of container deposit schemes

[Draft model legislation to be developed through detailed discussion with all Pacific Island Countries and Territories as well as the private sector]

Leave rest of page blank at this time

Appendix 3 – 2017 – 04 Conservation and Management Measure on Marine Pollution -(effective from 1 Jan 2019).

This Conservation and Management Measure is as follows:

COMMISSION FOURTEENTH REGULAR SESSION Manila, Philippines

3 – 7 December 2017

CONSERVATION AND MANAGEMENT MEASURE ON MARINE POLLUTION Conservation and Management Measure 2017-04

The Commission for the Conservation and Management of Highly Migratory Fish Stocks in the Western and Central Pacific Ocean

Concerned that marine pollution is increasingly recognised as a significant global problem, with detrimental impacts on ocean and coastal environments, wildlife, economies and ecosystems,

Recalling that the need to prevent and significantly reduce marine pollution of all kinds was affirmed at the United Nations Conference to Support the Implementation of Sustainable Development Goal 14 through the adoption of paragraph 13(g) of the 'Our ocean, our future: call for action' declaration;

Convinced that certain activities associated with fishing may affect the Western and Central Pacific marine environment and that these activities may play a notable role in WCPFC's efforts to minimise incidental mortality of non-target species and impacts on marine ecosystems,

Noting that abandoned, lost or otherwise discarded fishing gear in the marine environment can damage marine, reef and coastal habitats, be harmful to marine life through ghost fishing, entanglement, ingestion and acting as habitat for the spread of invasive species, and create a navigation hazard,

Noting that the provisions of Annex V of International Convention for the Prevention of Pollution from Ships, 1973, as modified by the Protocol of 1978 relating thereto and by the Protocol of 1997 (MARPOL), prohibit the disposal of all fishing gear and plastics at sea,

Further noting that the provisions of Annex I, Annex IV and Annex VI of MARPOL manage and restrict the discharge of oil, sewage and air pollutants from ships at sea,

Noting that there is limited monitoring and implementation of MARPOL obligations on fishing vessels, and consequently little information exists about illegal pollution activities by fishing vessels at sea, *Further noting* that the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter 1972 (London Convention) and the 1996 Protocol (London Protocol) manage or prohibit through regulation the dumping into the sea of wastes or other matter.

Recalling that information from observer reports suggests that fishing vessels are responsible for significant amounts of marine pollution in the Western and Central Pacific Ocean, even when observers are aboard, and that marine pollution is likely to be even more significant on fishing vessels, particularly longline fishing vessels, where observer coverage is very low,

Recognising that Article 30(1) of the Convention requires the Commission to give full recognition to the special requirements of developing States that are Parties to the Convention, in particular the small island developing States (SIDS) and Territories, in relation to the conservation and management of highly migratory fish stocks in the Convention Area and development of fisheries for such stocks;

Recognising further that Article 30(2) of the Convention requires the Commission to take into account the special requirements of developing States, in particular SIDS and Territories. This includes

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

ensuring that conservation and management measures adopted by it do not result in transferring, directly or indirectly, a disproportionate burden of conservation action onto developing States Parties, and Territories;

Recalling the adoption of CMM 2013-07 which also recognises the special requirements of SIDS and territories;

Adopts, in accordance with Article 5 (d-f) and 10 (1)(h) of the Convention that:

1. Commission Members, Cooperating Non-Members and Participating Territories (CCMs) that are entitled to ratify, accept, approve or accede to the annexes of MARPOL and the London Protocol are encouraged to do so at the earliest possible opportunity if they have not already done so. CCMs that experience difficulties in becoming Parties to the MARPOL or London Protocol are encouraged to inform the International Maritime Organization of the circumstances thereof, so that consideration can be given to take appropriate action in this respect, including providing necessary technical assistance.

2. CCMs shall prohibit their fishing vessels operating within the WCPFC Convention Area from discharging any plastics (including plastic packaging, items containing plastic and polystyrene) but not including fishing gear.

3. CCMs are encouraged to prohibit their fishing vessels operating within the WCPFC Convention Area from discharging:

a) oil or fuel products or oily residues into the sea;

b) garbage, including fishing gear¹, food waste, domestic waste, incinerator ashes and cooking oil; and

c) sewage, except as would be permitted under applicable international instruments.

¹ Fishing gear, for the purposes of this measure, that are released into the water with the intention of later retrieval such as FADs, traps and static nets, are not considered garbage.

4. CCMs are encouraged to undertake research into marine pollution related to fisheries in the WCPFC Convention Area to further develop and refine measures to reduce marine pollution, and are encouraged to submit to SC and TCC any information derived from such efforts.

5. CCMs shall encourage their fishing vessels within the WCPFC Convention Area to retrieve abandoned, lost or discarded fishing gear and retain the material on board, separate from other waste for discharge to port reception facilities. Where retrieval is not possible or does not occur, CCMs shall encourage their fishing vessels to report the latitude, longitude, type, size and age of abandoned, lost or discarded fishing gear.

6. CCMs are requested to ensure adequate port reception facilities are provided to receive waste from fishing vessels. SIDS CCMs are requested to utilise, as appropriate, regional port reception facilities in accordance with international standards.

7. CCMs are encouraged to ensure that fishing vessels flying their flag and operating within the WCPFC Convention Area inform their flag State of ports in countries that are Party to the annexes of MARPOL which do not have adequate port reception facilities for MARPOL wastes.

8. CCMs shall cooperate, consistent with national laws and regulations, directly or through the Commission, and in accordance with their capabilities, to actively support SIDS and Territories through the provision of adequate port facilities for receiving and appropriately disposing of waste from fishing vessels.

9. CCMs are encouraged to develop communication frameworks to enable the recording and sharing of information on fishing gear loss in order to reduce loss and facilitate recovery of fishing gear.

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

10. CCMs are further encouraged to develop frameworks or systems to assist fishing vessels to report the loss of gear to their flag State, relevant coastal States, and the Commission.
11. CCMs are encouraged to conduct training and awareness programs for the crew and master of fishing vessels flying their flag regarding the impacts of marine pollution and operational practices to eliminate marine pollution caused by fishing vessels.
12. This measure will be reviewed by the Commission every 3 years to consider expanding the scope of measure with respect to the elimination of marine pollution caused by fishing vessels.
13. The date of implementation for this measure is 1 January 2019.

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

Appendix 4 – draft additional cross compliance protocols for Cruise Ship access to build on MARPOL agreement

[Draft cross compliance protocols to be developed through detailed discussion with all Pacific Island Countries and Territories]

Leave rest of page blank at this time

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

Appendix 5 – draft cross compliance protocols for Tourist Enterprises

[Draft cross compliance protocols to be developed through detailed discussion with all Pacific Island Countries and Territories]

Leave rest of page blank at this time

Appendix 6 - Pacific Ocean Pollution Prevention Programme (PAPCOL) - PAPCOL Strategy 2015-2020 Objectives:

- *Prevention of marine pollution through improved awareness, improved planning and operational practices and systems in ports and on vessels and through risk analysis and reduction initiatives.*
- *To make environmental considerations a priority in the planning and operations of shipping in the Pacific*
- *Conduct on-going risk assessments of vessel types, movements, frequency and cargos to determine high risks locations for marine spills and shipping waste disposal requirements*
- *Promote awareness amongst the general public, in particular school age children, on the sources and issues involved in marine pollution and to develop a lifelong respect for the need to protect our coastal and marine environmental heritage*
- *Promote International best principles and practices in the maritime business & port development & operation*
- *Control of marine pollution through the adoption of IMO Conventions and Legislative Framework and educational programs*
- *Promote and where possible implement world's best practice in marine environment protection from ship sourced wastes*
- *Reinforce the internationally accepted practices of "polluter pays" with the establishment and enforcement of local marine pollution protection legislation and of the "potential polluter pays" with the focus on national levy system to support in-country resources*
- *Promote awareness amongst fishing vessel crews, recreational vessel operators, ship owners, shipping agents and others involved in the maritime trade and industry on their legal obligations to comply with local and international rules, legislation and conventions in regards to ship sourced wastes*
- *Maintain ongoing activities for capacity building and institutional strengthening in the area of marine pollution prevention and response*
- *Monitoring of marine pollution through improved surveillance, enforcement, training and new technology developments*
- *Extend the knowledge of stakeholders in marine pollution prevention, enforcement and response as it relates to local and international fishing vessels, recreational craft and cruise liners*
- *Promulgate uniform policies, consistent principles, guidelines and practices in marine pollution investigation and prosecution*
- *Continue to learn the lessons of maritime accidents, incidents and spills that affect the marine environment by sharing case studies and incident reviews from member countries*
- *PAPCOL must be sufficiently responsive to the pace of change in maritime pollution response, new and emerging technologies, training techniques and expectations*
- *Mitigation of marine pollution through more effective response planning, incident support, response equipment, systems and training.*
- *Take a leading role and pro-active approach to the adoption and implementation of PACPLAN*
- *Focus on establishing, maintaining and improving regional spill response support systems for PACPLAN*
- *Establish basic policies, practices and procedures to ensure efficient and effective preparedness and response at a national level amongst PICTs*
- *Improve the capacity and capability of PICTs to manage and respond to chemical spill incidents*
- *Provide direct assistance to PICTs to further develop national and local marine pollution response contingency plans*
- *Optimise the use of limited resources and trained spill response personnel in the region through the establishment of a Regional Spill Response Team and systems to ensure fast activation, transfer and deployment of staff and equipment to the incident scene*
- *Implement a consistent approach to the establishment of a regional policy and decision making guidelines on "Places of Refuge" for maritime incidents in conjunction with RMP SPC*
- *Management of marine pollution through the development, funding, implementation and completion of prevention, preparedness and response projects and initiatives*

Déchets marins – Plan d'action régional pour le Pacifique

- *Represent SPREP at local, regional and international forums on ship sourced marine pollution prevention and response activities in consultation with PICTs stakeholders*
- *Conduct marine pollution prevention projects and initiatives that meet the priorities and needs of PICTs in a coordinated, effective and cost efficient manner*
- *Increase the access and delivery of vital and important PACPOL reports, briefs, data and documents via the establishment of a PACPOL web site that is maintained and user friendly*
- *Advise promptly appropriate stakeholders including government officials, companies, employees and the public on significant developments in PACPOL*
- *Ensure limited financial resources are invested wisely into the high priority projects and activities*